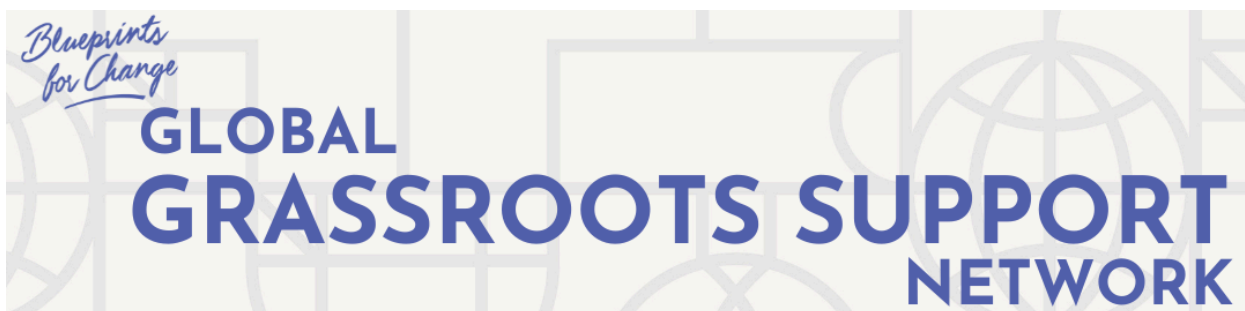




Charte pour des relations équitables entre ONG/fondations philanthropiques et groupes « grassroots »

Cette charte a été élaborée à partir des contributions fondées sur les expériences vécues de plus de 30 militant.e.s/organiseurs-trices grassroots, des personnes travaillantes pour des ONG et fondations philanthropiques du monde entier. Elle inclut également les contributions des organisations suivantes :

Amnesty International, Mobilization Lab, Beautiful Trouble, Kayole Community Justice Center, Students Mentor Foundation Malawi, G for Girls Initiative, Stroomversnellers, African Coaching Network, Amandla MEK Foundation, Kenyans for Tax Justice Movement, Amazon Theatrix Ensemble, Justice and Empowerment Organization, Green Foster Action Uganda / Horizons project, Zambian Governance Foundation for Civil Society, Women Action on Eco Health and Legal Rights, Friends with Environment in Development (FED) et plusieurs autres militants/organiseurs de terrain et universitaires.

L'objectif de cette charte est de fournir un cadre auquel se référer pour s'engager ensemble, dans le but d'encourager des relations efficaces et équitables en faveur de la justice sociale. Ce document pratique contient des suggestions de choses à faire et à ne pas faire, accompagnées d'une justification, pour aider à guider ces partenariats. Il s'agit d'un document d'orientation à adapter aux contextes locaux.

En tant que personnes/parties se réunissant pour combiner leur leurs efforts en vue d'un changement social, nous acceptons les principes et pratiques suivants pour favoriser des relations équitables et efficaces :

1. Laissons-nous être guidés par les priorités communautaires

Les ONG/fondations philanthropiques devraient inclure les dirigeants grassroots dans une approche de planification et de prise de décision ascendante, co-créative et participative dès le début de notre projet/campagne/cycle de financement.

Les groupes grassroots devraient être des partenaires autonomes égaux, impliqués dans la définition des priorités stratégiques dès le départ et tout au long du processus de mise en œuvre. La responsabilité et les intérêts devraient être transmis aux communautés, et non pas à une organisation, et la remise en cause de cette dynamique nécessite un engagement actif qui soit culturel, et pas seulement structurel.

Raisonnement : Bien que des progrès aient été réalisés pour mettre l'accent sur la « localisation » et le « transfert de pouvoir », dans la pratique, les déséquilibres de pouvoir persistent. Les groupes de base sont souvent traités comme des exécutants et non comme des partenaires. De plus, le fait de ne pas laisser les communautés prendre l'initiative peut faire dérailler les mouvements et leur causer du tort. Par exemple..

- *Les campagnes qui mettent l'accent sur des individus et/ou dépeignent les militant.e.s de la justice sociale comme des héros, sans soutenir l'aspect collectif du mouvement auquel ils appartiennent, isolent les individus, augmentent leur risque et peuvent conduire à des fractures au sein de leur organisation.*

- *Lorsque l'attention se détourne soudainement de la programmation de base pour se porter sur la responsabilité et le compte-rendu d'autres priorités, cela peut fracturer les mouvements parce que cela change l'orientation des activités.*

Les interactions positives donnent la priorité au service, à l'autonomisation et à la facilitation de la justice pour les personnes vulnérables et marginalisées. Ces valeurs doivent rester au cœur du travail en commun.

2. Faites preuve de transparence quant à nos origines et nos parcours, afin que nous puissions avancer ensemble.

Pour instaurer la confiance et des relations saines, il faut prendre le temps de discuter honnêtement de la dynamique du pouvoir et du chemin qui a mené les deux parties à leur situation actuelle.

La responsabilité fonctionne dans les deux sens autour de responsabilités convenues. Les ONG et les bailleurs de fonds doivent rendre des comptes aux personnes avec lesquelles et pour lesquelles ils travaillent. Les organisations grassroots sont responsables devant leurs bailleurs de fonds et leurs partenaires. Les paramètres dans lesquels chaque partie travaillera doivent être définis.

Cette approche peut comprendre les éléments suivants :

- Développer un ensemble de « valeurs communes » au début du partenariat,
- Partager les expériences d'implication dans le problème, tant au niveau de l'organisation que des individus,
- Clarté autour des intentions et des calendriers,
- Honnêteté quant aux possibilités et aux contraintes, l'identité des valeurs et des rôles
- Des stratégies de sortie définies si l'une des parties estime que les principes convenus ne sont pas respectés.

Raisonnement : Le fait de savoir d'où vient chaque partie constitue une base d'alignement et un espace pour discuter de manière proactive de la dynamique du pouvoir et des déséquilibres en matière de ressources. De nombreux groupes grassroots se méfient de ces relations parce qu'ils ont vécu des expériences historiques d'exploitation ou parce que des mouvements ont été déraillés par des ONG/financeurs « parachutés » dans des mouvements grassroots. Les ONG/fondations philanthropiques, pour leur part, craignent que leurs défis ne soient pas pris en compte.

Lorsque ces dynamiques sont identifiées dès le départ, elles peuvent être abordées de manière proactive.

3. Investissez dans des relations plus profondes et à long terme.

Les relations requièrent de la curiosité et un engagement à nourrir la confiance au fil du temps.

Apprendre à connaître et à comprendre chacun en tant qu'être humain au-delà des « rôles » devrait être une priorité, de même qu'avoir des conversations honnêtes et transparentes, reconnaître les capacités et les limites, trouver un terrain d'entente et ne pas éviter les conflits. Il faut accepter de ne pas être d'accord si nécessaire.

Un financement durable permet aux groupes grassroots de répondre aux questions émergentes et de renforcer leurs capacités sans insécurité financière. Les ONG et les bailleurs de fonds ne doivent pas abandonner la base lorsque le cycle de campagne ou le moment de grande visibilité se termine, si la réalité des personnes touchées reste la même. Les bailleurs de fonds doivent veiller à ce que les fonds soient distribués en temps voulu, car les retards dans les transferts limitent les organisations et réduisent la confiance.

Raisonnement : Le financement à court terme et opportuniste brise la confiance, conduit à la dépendance, ne donne pas de pouvoir aux mouvements de base et peut saper le changement social. Le financement à court terme est comme une pierre jetée dans l'océan ; quelque chose est lancé, puis le financement se tarit.

4. Engageons-nous à faire face aux menaces fascistes et autoritaires croissantes.

Les gouvernements de droite radicale exercent une pression croissante sur les groupes grassroots pour qu'ils se déconnectent ou se défassent. Pour lutter contre ces pressions, il faut être prêt à écouter les difficultés rencontrées par toutes les personnes concernées et à élaborer ensemble des solutions.

Raisonnement : Les groupes grassroots dépendent des organisations de soutien pour de nombreuses ressources. Il y a un effet d'entraînement lorsque les licences des ONG sont annulées par des gouvernements oppressifs. De nombreuses lois nationales ont rendu difficile le transfert direct de fonds étrangers à des organisations qui se heurtent à trop d'obstacles pour obtenir les autorisations nécessaires à la réception de fonds étrangers. Les ONG de taille importante ou moyenne peuvent ne pas être autorisées à rediriger les fonds étrangers reçus sur leurs comptes vers des partenaires locaux. Les autorisations de recevoir des fonds étrangers de la part d'entités qui semblent travailler contre « l'intérêt national » peuvent être considérées comme une menace.

5. Donnez la priorité à l'apprentissage, tant au sein de nos organisations que dans le cadre de notre partenariat, et soyez prêts à s'adapter.

Les partenariats doivent être considérés comme des opportunités d'apprentissage mutuel, et non comme des relations caritatives ou paternalistes. Les engagements à réfléchir et à apprendre ensemble tout au long du partenariat doivent être maintenus.

Les ONG/bailleurs de fonds devraient chercher à en savoir plus sur les moyens de propagation des systèmes que les mouvements populaires cherchent à démanteler. Il convient de saisir de manière proactive les occasions de faire émerger et de reconnaître les dynamiques de pouvoir. Il est nécessaire de faire preuve d'ouverture pour explorer l'impact et accepter les changements proposés par les connaissances issues des réalités du terrain. Cela implique de faire preuve de souplesse et de s'adapter aux besoins des communautés.

Raisonnement : Il peut y avoir un décalage entre les individus et les institutions pour lesquelles ils travaillent. Les organisations peuvent envisager de nommer une personne chargée de nouer des relations avec les groupes de base, une personne déterminée à mettre en place des processus et à créer des espaces qui favorisent une plus grande confiance et une meilleure collaboration. Pour que ces relations soient réelles, il faut des changements structurels et une responsabilité institutionnelle fondés sur les réalités du terrain.

6. Discutez de manière proactive et remettez en question les obstacles à l'inclusion.

Une cartographie explicite des facteurs favorables ou défavorables à la participation peut servir de base à des discussions plus approfondies sur le pouvoir.

Les obstacles à la participation peuvent être liés à la race, l'origine ethnique, le sexe, l'orientation sexuelle, la langue, l'âge, la classe sociale, le niveau d'éducation, la religion ou les croyances, la santé, le handicap, etc. Les obstacles pratiques et financiers (transport, garde d'enfants, communications, localisation, etc.) doivent être identifiés afin de rechercher de manière proactive des moyens concrets d'atténuer les déséquilibres de pouvoir. Les exercices d'introspection doivent être privilégiés dans toutes les organisations afin de reconnaître comment les positions façonnent les relations, les décisions et les résultats.

Il convient d'adopter une approche d'écoute empathique, plutôt que de s'adresser les uns aux autres de manière accusatrice. Le soutien d'animateurs qui comprennent la dynamique de groupe pour nous aider à faire émerger et à aborder les dynamiques de pouvoir peut être utilisé si nécessaire.

Il existe également un déséquilibre majeur dans l'influence entre la minorité mondiale et la majorité mondiale. Les bailleurs de fonds devraient inclure la majorité mondiale dans la conception et l'exécution des fonds.

7. Limitez les restrictions en matière de reporting financier et de financement.

Les ONG/bailleurs de fonds devraient s'efforcer d'adopter des moyens moins stricts et moins complexes de fournir des ressources aux organisations locales. Les rapports devraient se limiter autant que possible au partage des résultats, afin que la relation devienne une opportunité d'apprentissage.

Raisonnement : Des directives strictes et fastidieuses en matière de rapports financiers et narratifs détournent du temps et des ressources des activités essentielles. Les communautés dans le besoin peuvent ne pas disposer des documents requis par de nombreux mécanismes de déclaration. Consacrer de l'énergie à la recherche de documents détourne de l'énergie des besoins urgents. Les éléments bureaucratiques de l'administration (rapports, documentation) devraient être limités.

Bonnes pratiques associées aux Principes

Les pratiques concrètes suivantes contribuent à donner vie aux principes de la Charte dans les partenariats. Nombre d'entre elles ont été proposées par les personnes ou les groupes cités en haut de ce document.

1. Laissons-nous être guidés par les priorités communautaires

Les ONG/bailleurs de fonds devraient s'engager dans une consultation approfondie et continue sur les besoins du groupe, plutôt que de supposer ce qui est nécessaire.

Les bailleurs de fonds peuvent envisager de désigner une personne pour travailler au sein des communautés à la distribution des subventions, c'est-à-dire à l'établissement de relations, à la prise de décisions et à l'accomplissement des formalités financières. En fin de compte, les solutions impulsées par les communautés devraient être privilégiées pour répondre aux besoins de ces dernières, plutôt que le respect des listes de contrôle des donateurs et l'influence de l'argent.

Les solutions, les résultats et/ou les activités prédéterminés ne doivent pas être imposés à la base. L'objectif ne doit pas être de forcer les plus touchés à s'aligner sur un autre programme. La vision des donateurs doit être respectée et expliquée, et la base (plutôt que la haute direction) doit avoir le dernier mot dans le cadre du projet établi.

Raisonnement : La mise en œuvre de projets sans consultation significative des communautés locales relève d'une prise de décision descendante ; les organisateurs locaux ne sont pas des sous-traitants ou des mobilisateurs pour la mission ou les projets d'autres parties. En outre, le fait d'intégrer trop tardivement les connaissances/la prise de décision locales dans la planification stratégique réduit les possibilités de stratégies à long terme de renforcement du pouvoir, souvent au profit de victoires marginales seulement, et peut laisser sans réponse les défis sur le terrain et dans les communautés.

Les ONG/bailleurs de fonds devraient amplifier les voix des groupes grassroots.

Les ONG/bailleurs de fonds ayant accès à des plateformes et des connexions devraient amplifier le travail et les voix des communautés locales, sans modifier la manière dont

le message est présenté. Les bailleurs de fonds devraient limiter leurs exigences à la promotion publique du soutien financier aux communautés locales afin de protéger la sécurité des militants.

Il convient de rendre hommage aux mouvements populaires et au pouvoir du peuple, plutôt que de présenter le soutien comme un acte de charité. Le consentement devrait être requis avant de partager l'histoire de quelqu'un d'autre.

Offrir des opportunités de développement des connaissances, des ressources, des compétences et de réseautage qui renforcent le leadership local.

Les ONG et les bailleurs de fonds sont restés une boussole importante pour façonner positivement notre équilibre en tant qu'humanité. Ils offrent des atouts liés aux systèmes de gestion de programmes, aux stratégies de communication et à l'efficacité opérationnelle qui peuvent être adaptés pour soutenir les initiatives locales lorsqu'ils sont contextualisés en fonction des besoins locaux. Les activités visant à autonomiser les communautés et à leur donner des moyens d'action et de prise en main doivent être cohérentes avec un état d'esprit de mouvement, c'est-à-dire que l'objectif doit être de permettre aux équipes de renforcer les capacités et les compétences de leadership pour des organisations durables, et non des projets ponctuels. Les activités doivent être présentées comme des suggestions, plutôt que comme des éléments nécessaires à la poursuite de la relation.

Plus précisément, les activités collaboratives et positives de la part des ONG/bailleurs de fonds comprennent :

- S'engager auprès de la communauté que vous soutenez et participer à ses actions (solidarité visible)
- Aider à la mise en place de structures organisationnelles et de politiques
- Soutenir la création de réseaux
- Financer les réunions organisées par la communauté et les échanges d'apprentissage entre pairs
- Simplifier le langage et sensibiliser aux politiques des cibles
- Partager les bureaux, le matériel, etc.
- Donner son accord aux groupes locaux pour les activités communes (c'est-à-dire les déclarations et le travail de presse)
- Offrir des possibilités d'apprentissage supplémentaires, en particulier aux personnes qui débutent dans l'organisation
- Ressources humaines, administration financière
- Soutien juridique et en matière de sécurité
- Faciliter l'accès aux décideurs, aux bourses, aux réunions, aux médias, aux subventions, aux consultants, etc.

- Soutien à la traduction

3. Investissez dans des relations plus profondes et à long terme.

Les bailleurs de fonds doivent fournir des informations sur les raisons pour lesquelles les demandes de subvention ont été acceptées ou rejetées.

Cela signifie aller au-delà de l'explication selon laquelle un grand nombre de candidatures ont été reçues, car la transparence est la clé de bonnes relations.

Raisonnement : Ne fournir aucune contribution réduit la confiance. Les groupes locaux ont l'habitude de demander des subventions, et sans communication sur les raisons pour lesquelles leurs propositions n'ont pas été retenues, et sans extraction d'idées par la suite. Les idées des groupes locaux sont mises en œuvre sans leur participation ni leur reconnaissance.

Les parties devraient rechercher d'autres possibilités de partenariat.

Justification : les campagnes qui accordent la priorité au leadership traditionnel (c'est-à-dire autochtone) et qui incluent un large éventail de parties prenantes ont les meilleures chances de réussir.

6. Discutez de manière proactive et remettez en question les obstacles à l'inclusion.

Les ONG/bailleurs de fonds devraient remettre en question les interactions exploitatives avec les communautés locales.

Les ONG/bailleurs de fonds devraient activement chercher des moyens de lutter contre la condescendance et la tokenisation des jeunes organisateurs de base, en particulier des jeunes organisateurs marginalisés. Par exemple :

- En leur disant qu'ils sont « résilients », qu'ils « représentent l'espoir pour un futur meilleur »

- En leur offrant des plateformes sans ressources ; la visibilité (c'est-à-dire les occasions de prendre la parole lors d'événements ou de consultations) ne suffit pas à elle seule et peut être exploitée.

Les participants et les groupes grassroots devraient être rémunérés pour le partage de leurs précieuses connaissances, expériences, efforts et temps, afin de remédier aux inégalités en matière d'accès et de distribution.

7. Limitez les restrictions en matière de reporting financier et de financement.

Les ONG devraient aider les militant.e.s grassroots à accéder au financement.

Les ONG devraient agir en tant que sponsors fiscaux lorsque cela est possible pour les groupes grassroots. De nombreux groupes grassroots ne peuvent pas recevoir de soutien en raison de la censure gouvernementale ou parce qu'ils n'ont pas accès à leurs propres comptes bancaires. Trouver des moyens d'acheminer des fonds vers les groupes grassroots peut nécessiter un engagement à faire preuve de créativité dans le cadrage et les méthodes, ainsi qu'une volonté de prendre des risques.

Les ONG devraient rédiger des propositions de subventions avec les partenaires grassroots et répartir les responsabilités de manière égale. Les organisateurs grassroots ne doivent pas être exploités pour obtenir des informations ou traités comme des concurrents pour attirer l'attention et obtenir des ressources.

Raisonnement : Les ONG sont souvent en concurrence pour obtenir des financements avec les groupes grassroots. Les ONG ont des avantages pour obtenir des subventions en raison de leurs ressources, de leurs relations, de leur accès à l'information et du temps dont elles disposent pour remplir les demandes, ce qui n'est pas le cas des groupes grassroots. Cette dynamique crée de la méfiance. Il faut chercher des moyens de répartir ces ressources.

Les bailleurs de fonds devraient éviter d'imposer des restrictions majeures sur la manière dont les fonds peuvent être utilisés et sur les bénéficiaires.

Les communautés grassroots devraient se sentir habilitées à gérer les fonds de manière plus autonome, en fonction de leur contexte local.

Raisonnement : restreindre le champ des possibilités conduit à une répartition inéquitable et inefficace, et diminue les chances de collaboration. Par exemple, le fait

de ne financer que des groupes de jeunes peut décourager les groupes de travailler avec des personnes en dehors de cette restriction. De plus, les domaines qui ont besoin de financement n'en reçoivent pas, et ceux qui en reçoivent en reçoivent à des niveaux de saturation. Enfin, de nombreuses activités sont essentielles au renforcement de la communauté et du pouvoir, mais ne peuvent être chiffrées. Ce sont les personnes et la capacité opérationnelle, plutôt que le seul financement des résultats, qui sont nécessaires pour construire un mouvement à plus long terme qui va au-delà des victoires marginales.

Les bailleurs de fonds doivent veiller à offrir des possibilités de subventions aux organisations qui ne sont pas enregistrées.

Raisonnement : Les groupes sont liés aux règles et règlements des ONG lorsqu'ils sont contraints de s'enregistrer. La pression pour l'institutionnalisation prive les mouvements sociaux de leurs capacités.